

Contributions de l'École Émancipée aux débats du thème 4 du congrès FSU 2025

Table des matières

Partie I – Redonner du pouvoir d’agir au terrain.....	1
Partie I.4.2. – Une maison commune pour refonder notre syndicalisme ?.....	2
Partie I.4.3. – Le syndicalisme doit s’emparer des perspectives d’alternatives.....	2
Partie II.1. – Une FSU combative et renforcée, c’est une FSU non seulement pluraliste, mais aussi une FSU qui sait trouver la synthèse.....	3

Partie I – Redonner du pouvoir d’agir au terrain

Chaque annonce, chaque attaque contre les services publics, et contre les solidarités tend, non seulement à nous déposséder de nos métiers mais également à nous formater comme les instruments d’une politique ultra libérale et stigmatisante. A cette offensive sans précédent s’ajoutent notamment deux éléments : des discours d’extrême droite repris sans vergogne par une majorité présidentielle afin de structurer le débat public, et la fin du paritarisme qui ne permet plus d’avoir prise sur des décisions primordiales pour nos métiers. Cela contribue à éloigner les professionnel.les d’un esprit critique sur leurs propres pratiques.

Il nous faut dépasser la sidération de ce tourbillon idéologique, rétrograde et néolibéral. Nous en avons les moyens et toute la légitimité. C’est bien à nous, syndicat de transformation sociale qu’incombe la responsabilité d’organiser les résistances sur tous les fronts et de valoriser notre projet pour une société émancipatrice. Il faut œuvrer à ce que les personnels construisent eux-mêmes l’analyse critique et le combat idéologique tout en élaborant des stratégies d’action. C’est bien en participant à l’élaboration, à la construction, à la planification de leurs luttes que les personnes s’impliquent plus intensément et radicalement. Car ces luttes sont les leurs, elles leurs appartiennent.

Il nous faut reprendre l’offensive en poursuivant de façon systématique ce travail de conviction au plus près des collègues. C’est un enjeu syndical fort. Loin d’un syndicalisme pensé de façon descendante, ou délégataire, une activité militante au plus près du terrain redonne du pouvoir d’agir aux collègues et renforce le maillage territorial militant. Elle favorise la constitution de groupes locaux qui prennent en charge la formulation des revendications, le travail de conviction et l’élaboration des moyens d’actions...Les démarches portées en Seine Saint Denis ou en Loire Atlantique lors des mobilisations contre “le choc des savoirs” sont des points d’appui pour construire ce type de syndicalisme.

Un syndicalisme de lutte et de transformation sociale se construit résolument au plus près du terrain. La période nous oblige et la victoire de nos luttes passera par des collectifs forts qui auront eux-mêmes élaborés leur champ des possibles.

Partie I.4.2. – Une maison commune pour refonder notre syndicalisme ?

Face à la violence d'un néolibéralisme déchaîné et à la possibilité de plus en plus menaçante d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite, la refondation du syndicalisme de transformation sociale est une indispensable urgence.

Depuis un an cette perspective de construire avec d'autres un nouvel outil syndical a largement débordé les seuls mandats réaffirmés et affinés à chaque congrès et se confronte à un début de réel. Le travail engagé avec la CGT permet en effet de se projeter sur les possibles d'un processus de refondation encore balbutiant. Un travail en toute transparence qui permet également de traiter sereinement les freins comme les situations de concurrence sur certains champs syndicaux ou de poser clairement des lignes rouges comme le refus d'une absorption dans la CGT de toute ou partie de la FSU. L'ambition du congrès de Rennes est de faire franchir un cap à ce processus en irriguant très largement les échanges préparatoires dans les départements et les syndicats nationaux et de réaffirmer l'engagement de la fédération dans de premières concrétisations.

Cette première étape pourrait effectivement être, comme le proposent les textes préparatoires, la création d'une « maison commune du syndicalisme de transformation sociale » dans un processus de refondation allant au-delà d'un simple mécano d'appareils syndicaux, au-delà d'une simple recomposition débouchant sur des fusions/absorptions sans dynamiques externes.

Une maison commune à construire avec souplesse en fonction des secteurs ou du contexte local qui pourra entraîner des équipes syndicales au-delà des seules FSU et CGT, et notamment inclure, d'une manière ou d'une autre, Solidaires qui entame de son côté une réflexion interne sur l'évolution du syndicalisme.

Reste maintenant à imaginer ensemble comment la décliner concrètement : catalogue de formations syndicales communes, échanges réguliers à différents niveaux d'instances, initiatives thématiques communes en direction des salarié-es, réflexions dans la perspective des élections professionnelles... tout en conservant totalement, au moins dans un premier temps, l'indépendance et le fonctionnement de chacune des structures composant cette maison commune.

Un des enjeux du congrès de Rennes sera bel et bien de conforter l'engagement de la FSU à œuvrer avec ténacité dans ce processus de refondation du syndicalisme de transformation sociale avec la volonté d'en lever les obstacles au fur et à mesure.

Arnaud Malaisé (École Émancipée)

Partie I.4.3. – Le syndicalisme doit s'emparer des perspectives d'alternatives

La période que nous traversons est pleine d'incertitude et il y a urgence à permettre d'inverser la bataille culturelle pour réimposer les revendications sociales au cœur du débat politique. En effet, le risque de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite oblige le syndicalisme à repenser son rapport au politique. Il y a urgence à faire campagne résolument contre l'extrême droite et ses idées, et en même temps s'opposer aux politiques libérales qui font le lit de la désespérance sociale et donc de l'extrême droite.

Indépendance ne veut pas dire neutralité.

Les mobilisations sociales sont d'autant plus simples à construire que s'ouvre la possibilité de victoires politiques. C'est pourquoi, face au péril de l'extrême droite, la FSU et la CGT ont clairement appelé à voter pour les candidat-es portant le programme du Nouveau Front Populaire (NFP). Cela a permis de porter partout, et notamment sur nos lieux de travail, non seulement la nécessité de battre l'extrême droite, mais aussi les revendications sociales en lien avec le programme de rupture du NFP.

Pour autant, les organisations syndicales ne peuvent et ne doivent être les courroies de transmission d'aucune organisation politique. Elles doivent continuer à porter à la fois la défense des intérêts des salarié-es et développer un projet de société résolument tourné vers la rupture sociale, écologique, féministe et écologique. Et c'est en portant un tel projet, en le faisant vivre sur les lieux de travail qu'elles peuvent permettre de donner espoir aux salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi.

Tout cela est d'autant plus compliqué, qu'aujourd'hui on peut trouver dans les luttes syndicales des militant-es déterminé-es avec lesquels nous partageons les batailles pour l'emploi, les salaires, le retraites, le service public et ... qui vont mettre un bulletin Le Pen dans l'urne. Comme aux États-Unis où les salarié-es de l'automobile ont construit la plus grande grève de ces dernières décennies et ont glissé un bulletin Trump dans l'urne.

Pour cela notre syndicalisme doit donc œuvrer à regrouper les organisations syndicales, associatives et débattre avec les organisations politiques dans des cadres souples pour faire vivre, au niveau local comme national, un nouveau front syndical et populaire radicalement opposé à l'extrême droite et au libéralisme, porter les espoirs d'unité à gauche et refuser toute logique d'explosion des cadres collectifs.

Laurent Cadreils (École Émancipée)

Partie II.1. – Une FSU combative et renforcée, c'est une FSU non seulement pluraliste, mais aussi une FSU qui sait trouver la synthèse

La FSU porte un syndicalisme de transformation sociale à vocation majoritaire, c'est à dire que son ambition est de faire agir ensemble le plus grand nombre possible de collègues, en vue non seulement d'obtenir satisfaction sur des revendications immédiates, mais également d'agir pour une société plus juste sur un plus long terme. Pour cela, elle se doit de connaître au mieux les milieux professionnels qu'elle syndique au travers de ses syndicats nationaux, mais aussi les sensibilités diverses qui les traversent et dépassent les questions corporatives de chaque champ. Une pluralité d'apports est nécessaire pour élaborer une analyse riche et exigeante de la situation, qui permette ensuite de recueillir un large accord, afin de construire le rapport de forces.

La démocratie et le pluralisme au sein de la FSU permettent à des points de vue différents de coexister dans la fédération, et de mesurer leurs poids respectifs, mais cette coexistence ne suffit pas parfois pour parvenir à un large accord. C'est pour cela que les règles très exigeantes en matière de prise de décision au sein de la FSU, avec une forte majorité qualifiée, ont été établies par les militant-es qui ont créé la FSU après avoir constaté les fortes divisions internes et l'affaiblissement syndical auxquels pouvait conduire la règle du fait majoritaire. Ces règles nous obligent à élaborer des synthèses exigeantes permettant de faire converger les points de vue en interne, ce qui nous rend plus fort-es ensuite pour aller au-devant des collègues dans leur diversité et chercher à les convaincre de se mobiliser. Elles nous obligent à inclure plutôt qu'à rejeter des points de vue minoritaires, alors qu'une propension trop forte pour le fait majoritaire pourrait pousser à les disqualifier d'office. Mais exclure affaiblit sur le long terme les organisations.

C'est pourquoi il est essentiel de toujours chercher les accords les plus larges dans les prises de positions de la FSU, mais également de reconnaître à tou·tes les militant·es la même légitimité à construire et faire fonctionner la FSU au quotidien. Mon impression de militante « étiquetée » minoritaire est que nous avons encore des « marges de progression » sur ce dernier point, afin de réduire les pertes d'énergie dans des batailles pichrocholines internes et d'éviter des découragements militants.

Claire Bornais (EE)